



GRANDES

tendances

Entre le troisième trimestre de 2005 et le trimestre correspondant de 2006, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont créé 69 780 emplois, soit 29 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne, ce qui représente une baisse par rapport au taux de 36,7 % enregistré au trimestre précédent.

On comptait 2,33 millions d'établissements commerciaux en juin 2006, soit une hausse de 3,4 % par rapport à juin 2005.

On a enregistré 1 413 faillites commerciales au troisième trimestre de 2006, soit une chute de 14,4 % par rapport au trimestre correspondant de 2005.

Le pays comptait 2,49 millions de travailleurs indépendants au troisième trimestre de 2006, soit une baisse de 1,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive sur 12 mois après quatre années de croissance.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte ont continué d'augmenter au troisième trimestre de 2006 et se chiffraient à 109,6 milliards de dollars, soit une hausse de 10,7 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Les prêts de moins de 1 million de dollars constituaient 49,5 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles ou les engagements des clients au titre d'acceptations.

CROISSANCE DES ENTREPRISES :

un processus complexe

La récente étude sur la croissance des entreprises réalisée par Industrie Canada jette de la lumière sur le caractère complexe du processus de croissance. À l'instar des rapports antérieurs du Ministère sur la croissance des entreprises, la présente étude utilise une base de données qui englobe l'ensemble des entreprises. Celles-ci ont été réparties en quatre groupes, en fonction du nombre d'emplois créés sur une période de quatre ans : hypercroissance (croissance supérieure à 150 %), forte croissance (croissance entre 50 et 150 %), croissance lente (croissance positive, mais inférieure à 50 %) et aucune croissance ou déclin (croissance négative).

Le rapport confirme les conclusions antérieures (présentées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* de février 2004) selon lesquelles les entreprises à hyper ou à forte croissance ont une incidence disproportionnée sur la création d'emplois. Alors qu'entre 1993 et 2003, les entreprises à hypercroissance ne représentaient que 4,4 % de l'ensemble des entreprises, elles étaient à l'origine de 45 % de la création totale d'emplois.

L'étude se penche également sur la création d'emplois selon l'âge de l'entreprise, sur la relation entre la croissance et la survie de l'entreprise ainsi que sur la durabilité de la croissance sur une période de dix ans. L'analyse de la création d'emplois selon l'âge de l'entreprise révèle que les entreprises les plus jeunes sont les principales responsables (55 %) de la création d'emplois nets, tandis que les entreprises en activité depuis au moins huit ans, soit la moitié de toutes

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Création d'emplois</i>	3
<i>Insolvabilité des entreprises</i>	4
<i>Financement</i>	5
<i>Établissements commerciaux</i>	5
<i>Travail indépendant</i>	7
<i>Faits nouveaux</i>	8





(suite de la page 1)

les entreprises, ont tendance à supprimer des emplois. Si la contribution à la création d'emplois nets diminue avec l'âge de l'entreprise, la création d'emplois nets n'en demeure pas moins positive pour les entreprises en activité depuis un maximum de sept ans, ce qui reflète le fait que la plupart des entreprises en déclin étaient en activité depuis plus de huit ans. Toutefois, quand on examine le nombre moyen d'emplois créés par entreprise selon le niveau de croissance et l'âge, les entreprises ayant créé le plus d'emplois nets sont celles à hypercroissance de plus de huit ans. Par conséquent, les entreprises qui sont en activité depuis plus longtemps constituent une source appréciable de création d'emplois mais aussi de perte d'emplois.

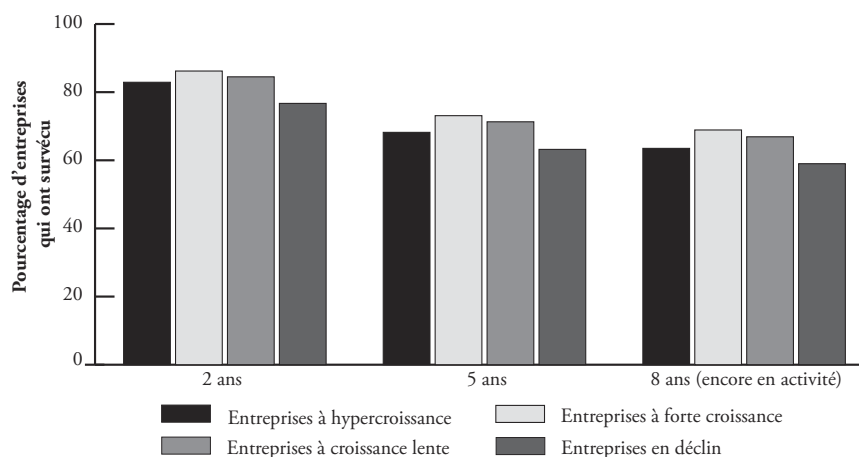
La façon dont la survie d'une entreprise varie selon son stade de croissance suscite des préoccupations. On pourrait s'attendre à une corrélation positive entre croissance et survie, mais si l'on en croit les résultats, les entreprises à hypercroissance ont des taux de survie moins élevés que les entreprises à forte croissance ou à croissance lente. En effet, 68 % des entreprises à hypercroissance étaient encore en activité cinq ans après leur création, comparativement à 73 % des entreprises à forte croissance, à 71 % des entreprises à croissance lente et à 63 % des entreprises en déclin. Cette tendance est valable pour toutes les durées de survie (voir la figure 1). Bien que les stratégies d'hypercroissance puissent être très prometteuses, elles semblent présenter un risque plus élevé. On sait, d'après des études antérieures, que l'exportation est associée à la croissance de l'entreprise

(voir le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* de février 2006), mais cette stratégie qui est source de croissance entraîne des risques plus élevés.

La durabilité de la croissance constitue également une préoccupation. Souvent, on croit que la croissance d'une entreprise suit une courbe exponentielle au fil du temps. Or, l'étude a comparé la croissance d'entreprises au début et à la fin de la période de dix ans afin de déterminer si celles-ci demeuraient dans la même catégorie de croissance. Les résultats montrent clairement que les niveaux de croissance des entreprises ont changé en dix ans. Parmi les entreprises qui étaient à hypercroissance au début, seulement 3,5 % poursuivaient sur leur lancée après dix ans; près de la moitié des 12 % d'entreprises classées à forte croissance au début de la période à l'étude étaient en déclin à la fin de la période. En revanche, près de 13 % des entreprises qui avaient supprimé des emplois au début de la période étaient devenues des entreprises à hyper ou à forte croissance à la fin de la période. Ce résultat porte à croire que de nombreuses entreprises en déclin ont su combler leurs lacunes, probablement en améliorant leur efficacité ou en pénétrant de nouveaux marchés. Et bien que l'hypercroissance puisse être bénéfique à court terme, elle ne se maintiendra pas systématiquement à plus long terme.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces aspects de la croissance d'une entreprise, consulter le site www.strategis.ic.gc.ca/recherchepe/entreprisesencroissance.

Figure 1 : Taux de survie des entreprises selon le type de croissance



Source : Statistique Canada, *Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE)*, de 1993 à 2003, tableaux spéciaux.

CRÉATION d'emplois

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 240 833 au troisième trimestre de 2006 par rapport au trimestre correspondant de 2005, atteignant un total de 13 856 289 (voir le tableau 1). Ce chiffre correspond à une croissance annuelle de 1,8 %, soit un recul par rapport au taux de 2,1 % enregistré au deuxième trimestre de 2006, le plus haut taux en trois ans. Bien que l'emploi dans les petites entreprises¹ ait progressé de 1,2 % au troisième trimestre de 2006, cette hausse est inférieure à celle enregistrée par les petites et moyennes entreprises (1,3 %) et par les grandes entreprises (2,4 %). Par conséquent, les petites entreprises sont responsables de seulement 29 % des emplois créés, soit une baisse par rapport au taux de 36,7 % enregistré au deuxième trimestre de 2006.

Parmi les provinces, c'est l'Alberta qui a le vent en poupe, avec le plus haut taux de création d'emplois au troisième trimestre de 2006 (5,1 %), suivie de la Colombie-Britannique (3,7 %). Dans l'Ouest canadien, les petites entreprises demeurent les principales responsables des emplois créés. Au troisième trimestre de 2006, le nombre d'emplois dans les petites entreprises a progressé de 3,3 % en Colombie-Britannique et de 3,1 % en Alberta par rapport au trimestre correspondant de 2005. Dans le centre du Canada, la croissance de l'emploi au sein des petites entreprises était plus modeste, soit 0,9 % en Ontario et seulement 0,4 % au Québec. Sur la côte Est, les résultats au chapitre de la création d'emplois sont également mitigés – au troisième trimestre de 2006, l'effectif des petites entreprises a diminué sur 12 mois à l'Île-du-Prince-Édouard (3,7 %) et en Nouvelle-Écosse (1,4 %).

¹ Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés; les moyennes entreprises en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 employés ou plus.

Tableau 1 : Variation sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon la province et le territoire, troisième trimestre de 2006

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T3 2005	1,4	186 005	3,8	-2,6	14,4	11,1	26,8	18,6	-8,4	10,2	63,1
T4 2005	1,6	219 582	6,7	-3,7	5,8	8,8	17,6	11,3	-1,3	9,9	72,4
T1 2006	1,9	251 814	11,2	2,0	10,2	10,2	33,5	7,8	-0,6	7,1	59,3
T2 2006	2,1	281 016	13,6	4,2	8,8	10,1	36,7	4,9	5,3	10,2	53,1
T3 2006	1,8	240 833	13,1	1,2	5,8	8,9	29,0	3,2	8,5	11,7	59,3
Province ou territoire			Taux de croissance (%)								
Terre-Neuve-et-Labrador	2,2	4 081	-0,8	-0,3	1,8	-0,3	0,1	-1,6	-7,3	-3,2	5,6
Île-du-Prince-Édouard	-4,5	-3 125	-6,0	-2,2	-7,9	2,6	-3,7	9,2	-21,7	2,3	-8,0
Nouvelle-Écosse	0,9	3 335	0,2	-0,8	-1,5	-3,5	-1,4	3,8	3,1	3,6	1,8
Nouveau-Brunswick	0,2	566	0,7	-0,9	0,7	0,1	0,0	4,5	-1,8	3,0	-0,4
Québec	0,3	9 568	-0,2	0,1	1,0	0,7	0,4	-2,1	-1,0	-1,8	1,0
Ontario	1,4	74 531	5,4	-0,5	-0,1	1,1	0,9	1,0	6,2	2,4	1,5
Manitoba	0,6	3 286	2,2	1,2	-0,5	4,1	1,4	0,8	-9,9	-2,3	1,0
Saskatchewan	2,1	8 504	4,0	-1,8	-2,4	1,7	-0,4	-8,4	-11,3	-9,2	8,1
Alberta	5,1	77 282	5,6	0,8	3,8	3,8	3,1	2,0	18,5	6,6	6,6
Colombie-Britannique	3,7	62 629	4,2	2,0	2,7	5,6	3,3	3,2	0,4	2,4	4,7
Territoire du Yukon ³	3,0	520	3,2	-5,4	22,4	2,7	4,3	-26,8	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest ³	-3,6	-820	0,4	-1,5	-5,1	14,8	0,5	-20,3	—	—	—
Nunavut ³	4,2	476	3,1	6,2	2,6	-26,2	-7,3	48,9	—	—	—
Total – Canada	1,8	240 833	3,3	0,1	0,9	1,8	1,2	0,5	3,5	1,3	2,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, décembre 2006.

¹ La variation sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et au territoire.

INSOLVABILITÉ *des entreprises*

A partir du présent numéro, le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* examinera le nombre total d'insolvabilités d'entreprises, qui inclut les faillites et les propositions. La faillite désigne la liquidation des actifs commerciaux du débiteur et la cessation des activités de l'entité commerciale. Les propositions commerciales prévoient le règlement des dettes entre le débiteur et ses créanciers, tout en permettant à l'entreprise de demeurer en activité. En 1992, la réforme de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* avait pour finalité de promouvoir les propositions commerciales en tant que solution de rechange à la faillite¹. En 2005, les propositions commerciales représentaient 18 % des insolvabilités d'entreprises, par rapport à 5 % à peine en 1995.

Au troisième trimestre de 2006, le nombre total d'insolvabilités d'entreprises se chiffrait à 1 735, soit un recul de 13 % par rapport au trimestre correspondant de 2005 et le nombre le plus bas d'insolvabilités enregistré en un trimestre entre 1995 et 2006. Les insolvabilités d'entreprises avaient atteint le chiffre record de 4 228 au dernier trimestre de 1996.

Faillites commerciales

Au troisième trimestre de 2006, le nombre de faillites commerciales a continué de baisser, passant de 1 651 à 1 413, soit un recul de 14 % sur 12 mois. Le Canada n'a pas enregistré d'augmentation sur 12 mois du nombre de faillites commerciales depuis le quatrième trimestre de 2001. Le chiffre actuel de 1 413 faillites représente également une baisse de 22 % par rapport au deuxième trimestre de 2006 (1 801 faillites). La baisse sur 12 mois du nombre de faillites commerciales

est principalement attribuable à trois secteurs : fabrication (baisse de 28 %), construction (baisse de 21 %) et hébergement et services de restauration (baisse de 20 %). Ces trois secteurs sont responsables de près des deux tiers (63 %) de la diminution globale du nombre de faillites.

Au troisième trimestre de 2006, le passif lié aux faillites a enregistré une hausse de 9 %, pour s'établir à 744 millions de dollars, par rapport au trimestre correspondant de 2005. Toutefois, comparativement au trimestre précédent, le passif a chuté de 53 %.

Propositions commerciales

Le nombre de propositions commerciales a baissé de 6 % pour s'établir à 322 au troisième trimestre de 2006 par rapport au trimestre correspondant de 2005, ce qui représente la cinquième baisse trimestrielle de suite sur 12 mois. Par rapport au deuxième trimestre de 2006, le nombre de propositions commerciales a diminué de 12 %.

Le passif lié aux propositions se chiffrait à 332 millions de dollars au troisième trimestre de 2006, ce qui représente une baisse trimestrielle de 38 % sur 12 mois. Cette baisse fait suite à trois augmentations trimestrielles sur 12 mois du passif.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les propositions commerciales, visiter le site Web du Bureau du surintendant des faillites Canada à l'adresse www.osb-bsf.gc.ca.

¹ Groupe d'analyse économique, Centre d'intelligence d'affaires, Bureau du surintendant des faillites, *L'insolvabilité commerciale au Canada : une analyse nationale et régionale de la période 1987-2005*, novembre 2006.

FINANCEMENT

L'endettement des entreprises canadiennes augmente pour la deuxième année de suite

L'endettement des entreprises canadiennes a augmenté dans l'ensemble de 11 % en 2005 par rapport à 2004, pour s'établir à 411,5 milliards de dollars. Selon l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*¹, la hausse est en grande partie attribuable aux grandes entreprises (celles dont les autorisations de prêts sont supérieures à 5 millions de dollars) dont l'encours de la dette a augmenté de 14,3 % en 2005, soit d'environ 27 milliards de dollars. À titre de comparaison, les entreprises dont les autorisations de prêts sont inférieures à 1 million de dollars (souvent considéré comme un plafond symbolique pour prêter aux petites et moyennes entreprises) ont vu leur dette augmenter de 4,3 % à peine, pour se chiffrer à 100,8 milliards de dollars. Cet écart important reflète peut-être une baisse depuis dix ans dans la demande de financement par emprunt de la part des PME, comme ont permis de le constater les sondages sur les banques menés par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* du Programme de recherche sur le financement des PME.

Les banques canadiennes demeurent la principale source de financement par emprunt des entreprises, mais d'autres

fournisseurs ont accru leur part du marché. En 2005, les créances à recouvrer par les banques canadiennes auprès des petites et moyennes entreprises représentaient 43 % du financement par emprunt qui leur avait été accordé. Les sociétés de financement ont fait état de la plus forte hausse sur 12 mois du financement par emprunt accordé aux entreprises (22,6 %), leur part du marché de l'encours des prêts ayant progressivement augmenté entre 2003 et 2005. La dette prend principalement la forme d'emprunts, d'hypothèques et de marges de crédit, puisque les taux d'intérêt, la hausse des prix des marchandises et l'investissement accru de capitaux ont augmenté les besoins de financement des entreprises.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de recherche sur le financement des PME ainsi que sur l'étude préparée dans le cadre de ce programme, visiter le site Web www.pme-prf.gc.ca.

¹ L'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* relève du Programme de recherche sur le financement des PME, issu d'un partenariat entre Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances. L'enquête livre des données émanant de divers fournisseurs de services financiers ayant plus de 5 millions de dollars d'actifs consacrés au financement par emprunt et par crédit-bail selon les montants autorisés, l'encours et les pertes. Étaient exclus de l'enquête les programmes gouvernementaux, les organismes privés sans but lucratif et les fournisseurs étrangers et informels, comme les investisseurs providentiels et les membres de la famille.

ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le Canada comptait 2 325 543 établissements commerciaux¹ en juin 2006 (voir le tableau 2), soit une hausse de 3,4 % par rapport à juin 2005. Au cours de cette période, le nombre d'entreprises dans la catégorie « entreprises indéterminées² » a augmenté de 55 529, soit une hausse de 4,6 %. Simultanément, le nombre d'établissements employeurs s'est accru de 21 853 par rapport aux 1 048 286 enregistrés en juin 2005. Ce changement global est attribuable à la hausse de 2,1 % du nombre de petites entreprises (moins de 100 employés), à la hausse de 2,7 % du nombre de moyennes entreprises (entre 100 et 499 employés) et à la hausse de 8,1 % du nombre de grandes entreprises (au moins 500 employés).

En juin 2006, les petits établissements représentaient 97,6 % des établissements employeurs. Parmi eux, les microentreprises (comptant moins de cinq employés) constituaient 57,4 % du nombre total d'établissements employeurs, en hausse par rapport au taux de 56,5 % enregistré en juin 2005. Les entreprises de taille

moyenne représentaient 2,1 % des établissements employeurs et les grandes entreprises, 0,3 %.

Plus du tiers des petits établissements évoluent dans trois secteurs : services professionnels, scientifiques et techniques (11,6 %); construction (11,3 %); et commerce de détail (12,6 %). Les moyennes entreprises se concentrent surtout dans le secteur de la fabrication (18,8 %), celui du commerce de détail (13,1 %) et celui des soins de santé et de l'assistance sociale (9,3 %).

¹ Pour qu'un établissement commercial soit inclus dans la base de données du *Registre des entreprises* de Statistique Canada, l'entreprise à laquelle il appartient doit satisfaire à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (les retenues sur la paie étant remises à l'Agence du revenu du Canada), réaliser un chiffre d'affaires annuel de 30 000 \$, ou être constituée en société et avoir produit une déclaration fédérale de revenus des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années. Plusieurs établissements commerciaux peuvent appartenir à la même entreprise et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

² La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

(suite à la page 6)



(suite de la page 5)

Tableau 2 : Établissements commerciaux selon le nombre d'employés et l'industrie, juin 2006

Secteur industriel	Total général	Entreprises indéterminées ¹	Établissements avec salariés										Distribution (%)	
			Total	Nombre d'employés									1-99	100-499
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+			
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	193 590	136 629	56 961	43 587	6 727	3 748	2 115	529	172	72	11	5,4	1,1	
Exploitation minière, pétrolière et gazière	16 859	7 485	9 374	5 352	1 175	1 017	986	429	217	144	54	0,9	1,6	
Services publics	2 312	943	1 369	584	223	219	154	61	45	43	40	0,1	0,4	
Construction	269 177	149 718	119 459	77 775	18 256	11 354	7 721	2 693	1 065	458	137	11,3	6,6	
Fabrication	98 138	37 372	60 766	25 667	9 062	8 186	8 597	4 469	2 850	1 514	421	5,4	18,8	
Commerce de gros	118 385	54 453	63 932	31 835	11 812	9 381	7 282	2 253	926	370	73	6,0	5,6	
Commerce de détail	217 943	83 571	134 372	61 365	31 786	21 381	12 334	4 366	2 191	850	99	12,6	13,1	
Transport et entreposage	125 415	77 353	48 062	31 680	6 001	4 363	3 637	1 283	571	389	138	4,5	4,1	
Industrie de l'information et industrie culturelle	32 895	18 954	13 941	7 288	2 122	1 643	1 672	586	353	185	92	1,3	2,3	
Finance et assurances	111 933	72 702	39 231	20 232	6 218	5 120	5 246	1 157	663	373	222	3,6	4,5	
Services immobiliers, location et location à bail	188 579	145 729	42 850	26 378	6 893	4 549	3 224	1 024	485	225	72	4,0	3,1	
Services professionnels, scientifiques et techniciens	326 331	204 084	122 247	85 346	16 208	10 152	6 871	2 152	920	457	141	11,6	5,9	
Gestion de sociétés et d'entreprises	67 294	53 889	13 405	7 623	1 985	1 440	1 250	496	321	194	96	1,2	2,2	
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	109 478	59 504	49 974	28 540	8 312	5 842	4 269	1 596	783	444	188	4,7	5,3	
Services d'enseignement	23 641	11 451	12 190	6 435	1 891	1 490	1 082	417	242	201	432	1,1	1,9	
Soins de santé et assistance sociale	98 731	14 136	84 595	48 047	15 996	10 180	5 785	2 030	1 329	819	409	7,9	9,3	
Arts, spectacles et loisirs	43 404	24 796	18 608	9 772	3 296	2 398	1 891	686	340	160	65	1,7	2,2	
Hébergement et services de restauration	106 525	32 385	74 140	29 418	14 132	13 434	11 638	4 094	1 033	314	77	7,0	5,8	
Autres services (sauf les administrations publiques)	166 850	70 162	96 688	64 651	16 531	9 053	4 648	1 150	417	182	56	9,2	2,6	
Administrations publiques	8 063	88	7 975	2 245	1 521	1 116	1 238	681	471	375	328	0,7	3,7	
Tous les secteurs industriels	2 325 543	1 255 404	1 070 139	613 820	180 147	126 066	91 640	32 152	15 394	7 769	3 151	100,0	100,0	
Proportion des établissements avec employés			100 %	57,4 %	16,8 %	11,8 %	8,6 %	3,0 %	1,4 %	0,7 %	0,3 %			

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, juin 2006.

¹ La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

TRAVAIL *indépendant*

Vieillessement des travailleurs indépendants

Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada est passé de 2,08 millions en 1995 à 2,51 millions en 2005, soit une croissance annuelle moyenne de 1,9 %.

Le tableau 3 illustre la répartition des travailleurs indépendants et l'augmentation de leur nombre, selon le groupe d'âge. La hausse la plus spectaculaire, soit 4,8 % par an, concerne les travailleurs indépendants de plus de 55 ans entre 1995 et 2005. Ces travailleurs représentaient 25,4 % du total des travailleurs indépendants en 2005, soit une hausse par rapport à 19,3 % en 1995. Si le nombre de travailleurs indépendants ayant entre 25 et 29 ans et de ceux ayant entre 30 et 54 ans a connu une croissance moyenne modérée (0,5 % et 1,5 %, respectivement), le nombre de jeunes travailleurs indépendants (ayant de 15 à 24 ans), en revanche, a reculé de 3,4 % par an.

L'augmentation de l'âge moyen des travailleurs indépendants témoigne probablement du vieillissement de la population

canadienne plutôt que d'un intérêt pour l'entrepreneuriat plus marqué chez les travailleurs âgés que chez les jeunes. En 2005, les travailleurs indépendants représentaient 27,4 % de la population active de plus de 55 ans, en baisse par rapport à 29,5 % en 1995 (non présenté ici). Pour les travailleurs indépendants dans leur ensemble, ce ratio est demeuré relativement stable entre 1995 et 2005 : 14,2 % en 1995 et 14,5 % en 2005. Néanmoins, la croissance rapide du nombre de travailleurs indépendants plus âgés soulève l'importante question de la relève des entreprises.

Un nombre croissant de travailleurs indépendants, même chez les plus jeunes (de 15 à 24 ans) ont choisi de se constituer en société pour bénéficier de taux d'imposition moins élevés, d'une responsabilité limitée et d'un meilleur accès au capital. Au cours des dix dernières années, le nombre de travailleurs indépendants constitués en société a augmenté de 3,9 % par an, par rapport à une croissance de 1 % pour les travailleurs non constitués en société. Dans tous les groupes d'âge, la croissance a été particulièrement élevée dans la catégorie des travailleurs indépendants constitués en société sans aide rémunérée.

Tableau 3 : Répartition des travailleurs indépendants et augmentation de leur nombre (pourcentage), selon le groupe d'âge au Canada, entre 1995 et 2005

Travailleurs indépendants	Constitués en société						Non constitués en société						Travailleurs familiaux non rémunérés				
	Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée										
	Augmentation moyenne	Proportion	Augmentation moyenne	Proportion	Augmentation moyenne	Proportion	Augmentation moyenne	Proportion									
Groupe d'âge	1995-2005	1995 2005	1995-2005	1995 2005	1995-2005	1995 2005	1995-2005	1995 2005	1995-2005	1995 2005	1990 2005	1990 2005					
15 ans et plus	1,9	100,0	100,0	1,5	100,0	100,0	9,0	100,0	100,0	-1,5	100,0	100,0	1,7	100,0	100,0	18,2	21,0
15-24 ans	-3,4	6,7	3,9	-0,5	1,1	0,9	6,1	2,3	1,8	-2,1	1,6	1,5	-4,2	10,5	5,8	34,4	27,3
25-29 ans	0,5	6,6	5,8	-0,3	4,4	3,7	7,1	6,5	5,4	-2,9	5,8	5,0	0,6	8,0	7,2	22,1	20,8
30-54 ans	1,5	67,3	64,8	0,7	75,1	69,5	8,1	72,1	66,7	-2,3	73,0	66,8	1,7	62,2	62,1	7,8	6,1
55 ans et plus	4,8	19,3	25,4	4,6	19,2	25,8	12,4	18,9	25,9	1,7	19,4	26,5	4,3	19,3	24,9	15,6	17,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2005, tableaux spéciaux.

FAITS nouveaux

Enquête sur le coût de la mise en conformité à la réglementation

Statistique Canada vient de publier les données provenant de l'*Enquête sur le coût de la mise en conformité à la réglementation*. Celle-ci fournit des statistiques sur les coûts de conformité aux principales exigences du gouvernement en matière d'information, comme la remise des retenues à la source et les paiements des acomptes provisionnels de la taxe de vente provinciale. Elle fournit également des données de référence permettant de suivre les progrès du gouvernement dans l'allègement du fardeau découlant de ces obligations. L'enquête principale recueille des données sur les coûts de la mise en conformité assumés à l'interne par les entreprises et sur leur perception du fardeau de la paperasserie. Une enquête supplémentaire recueille des données sur les coûts assumés par les fournisseurs de services externes, comme les comptables ou

les entreprises de service de paie, qui prennent en charge les activités de mise en conformité de leurs entreprises clientes.

Pour obtenir de l'information sur l'enquête et l'Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie, consulter le site www.statcan.ca/Daily/Francais/061212/q061212d.htm et www.reduirepaperasserie.gc.ca.

The International Consortium on Entrepreneurship

L'International Consortium on Entrepreneurship (ICE) vient de publier un rapport contenant 63 indicateurs de l'environnement entrepreneurial dans une trentaine de pays industrialisés. Le Canada est membre de l'ICE, qui a pour vocation de produire des données probantes objectives et uniformes sur l'entrepreneuriat, portant notamment sur des sujets particuliers qui peuvent être comparés d'un pays à l'autre. L'ICE compte actuellement neuf pays membres ainsi que des chercheurs universitaires de trois autres pays. On peut consulter la version 2006 du rapport sur les indicateurs à l'adresse www.foranet.dk/upload/quality_assessment_of_entrepreneurship_indicators_004.pdf (en anglais seulement).

Appels d'offres fédéraux pour les PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) vendent pour environ six milliards de dollars de produits et services chaque année à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), organisme centralisé qui gère les marchés publics. TPSGC s'emploie à organiser des concours ouverts, transparents et équitables et à améliorer l'accès des PME aux marchés fédéraux. Par l'entremise de son Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME), le Ministère a déjà supprimé les droits d'accès aux documents sur tous les appels d'offres et demandes de propositions du gouvernement fédéral. Entre autres initiatives en cours, mentionnons la suppression des éventuels obstacles à l'accès aux coentreprises et la simplification du langage dans les appels d'offres et les marchés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les services offerts par le BPME, communiquer avec l'Infoligne du Bureau au 1-800-811-1148 ou visiter le site Web du BPME à l'adresse www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/sme/osme-f.html.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Laurie McDougall
Courriel : mcdougall.laurie@ic.gc.ca
Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-954-3588
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.

N° de catalogue C12-18/8-4
ISSN 1205-9099
60175

